

Philippe Gombert

POST DOC-CNRS
CESTAN- UNIVERSITÉ DE NANTES
ESO - UMR 6590 CNRS

Cet article se propose d'explorer le rapport à l'espace d'un groupe de cadres supérieurs dont les activités sont liées aux nouvelles formes d'organisation du travail. Il s'agit plus exactement de managers, au sens qui lui a été donné dans la sociologie britannique. En termes de catégories socio-professionnelles et selon la nomenclature de l'INSEE, cela renvoie à une large partie des « cadres et professions intellectuelles » (groupe 3). À l'intérieur de ce dernier groupe, cela correspond aux « ingénieurs et cadres techniques des entreprises » et aux « cadres administratifs et commerciaux d'entreprises », c'est-à-dire les fractions qui ont connu un fort accroissement numérique entre le début des années 1980 et la fin des années 1990 (Bouffartigue, Gadéa, 2000). Les pratiques spatiales de ces catégories sociales sont ici analysées à partir d'une série d'entretiens¹ réalisés dans un quartier résidentiel d'une commune des « Hauts-Seine » (Rueil-Malmaison). Il s'agit de mieux comprendre comment les attentes et les stratégies résidentielles de jeunes ménages des classes supérieures, en s'articulant avec une offre immobilière et urbaine spécifique, contribuent à produire des phénomènes de gentrification.

SERVICE CLASS ET MANAGERS

À partir des années 1970, des travaux français en sociologie ont souligné l'importance d'une fraction des classes moyennes et supérieures des secteurs publics dans les processus de transformation urbaine : les « nouvelles couches moyennes salariées » (Bidou, Dagnaud, Duriez et alii, 1983). Ces catégories sont apparues comme des acteurs de premier plan dans l'organisation de la vie sociale, jusqu'à donner le ton sur la

scène politique au niveau local. Bien dotées en capital culturel, elles ont investi le terrain associatif, participé au développement d'activités artistiques, sportives, sociales et ont contribué par leurs pratiques à orienter le développement des villes et des quartiers, en particulier dans le domaine de l'habitat et des stratégies résidentielles (Bidou, 1984). Or si l'on prend comme point de comparaison la période des « Trente Glorieuses », on observe aujourd'hui un ralentissement de la dynamique favorable aux classes moyennes liées à l'essor de l'Etat-Providence et appartenant aux domaines de l'éducation, de la santé et du social. À l'inverse, les couches moyennes supérieures des secteurs privés, qui disposent d'un meilleur capital économique, semblent aujourd'hui gagner de l'influence sur la scène politique mais aussi sur le plan de l'urbanisme et de l'évolution des villes. Ainsi depuis une quinzaine d'années, on assiste dans la sociologie britannique et américaine à des approches différentes qui mettent cette fois l'accent sur les cadres supérieurs des secteurs privés dans les phénomènes de recomposition socio-urbaine. À partir d'un quartier au nord-est de Londres (Hackney), Tim Butler a par exemple examiné comment la *service class* a largement contribué à transformer toute une zone urbaine de la capitale britannique dans les années quatre-vingt (1992). Cette notion, qui occupe une place essentielle dans la sociologie anglo-saxonne (Bidou-Zachariasen, 2000), apparaît comme une référence importante pour comprendre les changements en cours. On retiendra ici quelques traits caractéristiques de ces catégories sociales.

Les membres de la *service class* occupent des positions dominantes dans la division du travail, mais qui ne concernent pas nécessairement les propriétaires de capital. La légitimation de leur pouvoir repose principalement sur la possession de titres universitaires, obtenus dans des établissements supérieurs, spécialisés dans l'acquisition de connaissances sur l'encadrement et l'organisation des activités de production. Ces établissements ont en commun un apprentissage de savoirs centrés sur le management et le *self-monitoring*. Ces termes renvoient à une capacité accrue d'or-

1- Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie, soutenue le 29 septembre 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et intitulée « Pragmatisme, éducation, nouvelles classes moyennes. Le cas des associations de parents d'élèves ». Il s'appuie sur une enquête qualitative et plusieurs séries d'entretiens semi-directifs, dont l'une a été conduite auprès d'un échantillon d'une trentaine de jeunes ménages de cadres supérieurs (on prend comme référence la CSP du conjoint).

ganisation du travail en équipe et également à la nécessité de maintenir constamment une attitude active (prise de risque, responsabilité, sens des initiatives) dans la conduite de leur vie. L'accent placé sur cette dimension psychologique est à mettre en relation avec la position avant-gardiste de ces groupes sociaux. Selon Scott Lash et John Urry (1987), les membres de la *service class* seraient l'incarnation d'un individu « auto-réflexif » et de l'accomplissement du processus d'individualisation. La fin du « capitalisme organisé » et l'entrée dans une économie centrée sur la consommation de masse individualisée nécessitent des travailleurs autonomes, réactifs, et non plus des automates comme dans le mode de production fordiste. D'autres travaux de la sociologie britannique parviennent à complexifier l'analyse de ce groupe, comme c'est par exemple le cas dans l'ouvrage de Savage, Barlow, Dickens et Fielding, intitulé *Property, bureaucracy and culture, middle-class formation in contemporary Britain* (1992). En s'inspirant de la conceptualisation proposée par Pierre Bourdieu, ils développent une approche fondée sur la structure de capitaux de chaque fraction de classe. Mais outre les capitaux culturels et économiques, ils prennent en compte ce qu'ils nomment un capital d'organisation, autrement dit les ressources (informations, relations, aptitudes à réagir dans le court terme...) accumulées par un individu pendant sa carrière au sein d'une administration ou d'une entreprise. Dès lors, les auteurs établissent principalement une distinction entre les professionnels, caractérisés par la possession d'un capital culturel (administrations et activités liées au service public) et les *managers*, dont le capital serait d'ordre organisationnel (grandes entreprises et secteurs privés) et reposerait moins sur des compétences et des connaissances que sur des capacités en termes d'activités de gestion ou de savoir-faire.

Or ce sont précisément ces dernières catégories qui semblent aujourd'hui jouer un rôle essentiel du point de vue du renforcement de la ségrégation urbaine. C'est en tout cas ce qui ressort d'une enquête concernant l'évolution de la localisation des différentes fractions de classes sur la période 1990-1999 en Ile-de-France (Oberti, Préteceille, 2003). Les conclusions de cette étude montrent que ce sont chez les « cadres et professions intellectuelles supérieures » que l'indice de ségrégation a le plus augmenté, relativement à celui des autres catégories. Ce qui est particulièrement vrai

pour les ingénieurs et les cadres commerciaux d'entreprise, c'est-à-dire les groupes qui sont représentés dans notre échantillon. Mais si ces transformations se révèlent d'une certaine manière efficaces, c'est surtout parce qu'elles entrent en interaction avec des mécanismes urbains qui se sont développés depuis une vingtaine d'années et sont liés à la mise en place de projets ambitieux destinés à attirer des populations favorisées. Ainsi la notion de gentrification, très présente dans la sociologie urbaine depuis le début des années 1980, apparaît pertinente si l'on veut mieux saisir ce qui est en jeu dans ces changements.

UN CAS DE GENTRIFICATION : LES RÉSIDENCES « KAUFMANN AND BROAD » À RUEIL-MALMAISON (HAUTS-DE-SEINE)

La notion de gentrification désigne l'appropriation par les classes moyennes-supérieures d'espaces urbains originellement populaires, bénéficiant généralement d'atouts en termes de localisation, de possibilités de rénovation, d'image..., qui sous l'effet de processus multiples (destruction d'habitat insalubre, investissements privés, changement de politiques publiques, dynamique du marché immobilier, stratégie des ménages mieux dotés...), contribuent à changer le profil de la population, le tissu urbain, la vie associative, au détriment des classes populaires (*ibid.*). Ce sont les sociologues et les géographes anglo-saxons qui ont introduit cette notion et ont le plus contribué au développement des recherches sur ces questions. L'accent est placé dans cette perspective sur la particularité du profil des nouveaux arrivants, sur leur niveau de diplôme et leur mode de vie. Les caractéristiques urbaines sont également privilégiées, il s'agit généralement d'espaces qui bénéficient de beaucoup d'atouts (architecture, loisirs, commerces, parcs...). L'ouvrage de Tim Butler et de Garry Robson (2003) offre un exemple du rôle de la *service class* dans ces processus urbains. Dans ces recherches, on retrouve l'idée que la gentrification a non seulement partie liée avec des stratégies de consommateurs, comme celles des cadres de la nouvelle économie qui investissent des lieux attractifs dans les villes, mais aussi avec des stratégies de producteurs, comme celles émanant d'acteurs privés et des collectivités locales qui cherchent à attirer des catégories sociales à fort capital économique. Entendu dans

ce sens général, à savoir la rencontre entre les attentes de groupes sociaux urbains spécifiques et un ensemble de dispositifs institutionnels, économiques et politiques, cette notion peut nous être utile. Cette précision s'impose dans la mesure où il est difficile d'utiliser et d'appliquer tel quel un concept qui reste étroitement associé au contexte et à la configuration des métropoles américaines et anglaises. Dans ce travail, on retiendra donc qu'il s'agit avant tout d'un processus d'embourgeoisement qui implique un changement à la fois social (profil de la population), économique (marché immobilier) et physique (type d'habitats).

Ce type d'articulation est particulièrement repérable dans des villes dont le développement est placé sous le signe de la modernisation. C'est notamment le cas dans le département des Hauts-de-Seine, le plus riche de France (avec un budget équivalent au PIB de la Grèce), et qui accueille les sièges sociaux des plus grandes entreprises nationales et multinationales. Dans cette aire urbaine, l'implantation du quartier d'affaires « La Défense » a pour conséquence une modification profonde de l'équilibre ancien entre les logements et l'emploi (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1992). En effet, la multiplication des bureaux et des entreprises a entraîné une forte pression immobilière sur plusieurs communes. Des firmes multinationales remplacent progressivement les grands ensembles industriels, avec des effets fortement structurants sur le paysage urbain. Certaines localités jouent le jeu des implantations de sièges sociaux pour bénéficier de retombées économiques et d'une amélioration de leur image. Dans ces territoires, l'afflux massif de cadres supérieurs aux revenus confortables coïncide en effet avec une redéfinition des politiques urbaines dans laquelle les quartiers résidentiels sont appelés à jouer un grand rôle. Lentement, un profond mouvement lié aux transformations économiques tend à redessiner les contours du paysage urbain.

Ce sont ces logiques que l'on retrouve à Rueil-Malmaison, une commune de la banlieue Ouest parisienne, dont l'histoire a été marquée, au début des années 1980, par des changements importants en termes de stratégie politique et économique. Véritable symbole de ces ambitions, le développement du quartier de « Rueil-sur-Seine » coïncide avec l'élaboration d'un nouveau projet pour la ville. Au moment où l'on assiste à une redéfinition en profondeur de l'éco-

nomie, Jacques Baumel, ancien maire de la ville, décide de créer un quartier d'affaires destiné à accueillir des activités du secteur tertiaire. Pôle économique à taille humaine, Rueil-sur-Seine apparaît comme l'incarnation urbaine de ces politiques de séduction des entreprises nationales et de modernisation. On y trouve notamment les sièges sociaux d'Esso, Heineken, Unilever, Vinci, Pepsi-Cola ou American Express. L'abondance des sièges sociaux et des entreprises explique les surnoms dont est affublée Rueil-Malmaison dans les milieux d'affaires. « Petropolis » (en raison de la présence de l'Institut Français du Pétrole (IFP), Fina, Shell et BP) serait ainsi en passe de devenir « Pharmacopolis » (Novartis, Astra-Zeneca, Bristol Myers et Squibb).

Dans ce processus de modernisation économique et politique, l'atelier d'urbanisme de Rueil-Malmaison occupe une place centrale. Ce lieu se présente comme un véritable laboratoire social des politiques urbaines, opérant une planification et une gestion rationnelle du temps et de l'espace (à l'image du Plan Local d'Urbanisme). Il renvoie à la mise en place de projets urbains fondés sur la négociation d'objectifs communs, qui articulent un volet identitaire et une dimension opérationnelle. La participation aux réunions d'élus locaux et d'acteurs provenant d'horizons divers témoigne de l'importance stratégique de cet endroit. Chaque quartier fait l'objet d'un traitement particulier afin de mieux mettre en relief sa spécificité. Parallèlement, les différents acteurs des politiques locales se chargent de préserver l'unité des projets élaborés. La valorisation du local à travers la différenciation sociale des quartiers s'inscrit dans une volonté de respecter les aspirations des parents les plus exigeants. La distinction des caractéristiques propres à chaque quartier n'est en rien due au hasard.

À travers de multiples mécanismes de médiation, la municipalité a fait de l'autonomie des habitants un critère essentiel de sa stratégie politique locale, à l'image ces dernières années de nombreuses villes modernisatrices où les catégories sociales diplômées jouent un rôle central dans le développement politique et économique. Le découpage de la ville en huit quartiers correspond à cette volonté de coller au plus près de la demande des acteurs, en mettant l'accent sur la dimension plurielle de Rueil-Malmaison.



Le découpage de la ville en 8 quartiers

Source : site Internet de Rueil-Malmaison

Ces phénomènes sont à mettre en relation avec un regain d'intérêt des villes pour les questions relatives à la culture et aux symboles. Souvent utilisée à des fins de contrôle politique ou de développement économique, la production d'une identité locale est devenue un élément clef dans la construction de l'image des villes. Cette tendance ne fait pas exception à Rueil-Malmaison, où la différenciation sociale des quartiers obéit à la volonté des élus de construire une identité locale originale et séduisante. La notion de « village », récurrente dans les discours des représentants de cette municipalité, est au cœur de ce dispositif de recomposition socio-urbaine. Elle renvoie à des phénomènes déjà observés au cours des années cinquante et soixante dans des travaux américains et anglais, notamment ceux de Herbert Gans dans *The Urban Villagers* (1962) ou ceux de Michael Young et Peter Willmot dans *Le village dans la ville* (1983). Ces deux derniers auteurs avaient ainsi montré comment les autorités de Londres ont rayé de la carte les zones ouvrières dans un quartier de l'est de la capitale, entre 1911 et 1950, et dans quelle mesure cette rénovation urbaine avait ensuite profondément transformé la vie quotidienne et les formes de solidarité entre les habitants.

Dans ce travail, nous nous intéressons à une enclave résidentielle fermée située à la limite de deux

quartiers aux caractéristiques très différentes : « La Fouilleuse » et « Buzenvall ». Le premier souffre d'une image globale négative, reposant sur l'existence d'une école et d'un collège qui cristallisent toutes les craintes d'une majorité de parents. Au « village » de Rueil-Malmaison, le quartier « La Fouilleuse » est connu pour sa piètre réputation. Limitrophe à « La Fouilleuse » et aux communes de Vaucresson et Garches, le quartier « Buzenvall » représente une sorte d'anti-modèle de « La Fouilleuse » dans la mesure où il concentre de nombreuses familles de cadres supérieurs attirés par la présence d'établissements scolaires prestigieux.

La zone frontière entre les deux quartiers « La Fouilleuse » et « Buzenvall » concentre toutes les tensions qui caractérisent le développement de Rueil-Malmaison au cours de ces dix dernières années. Dans un périmètre restreint, la présence de familles de condition modeste contraste avec celle de nombreux jeunes cadres dynamiques. Autrefois propriété des maraîchers, ce quartier représente une sorte de symbole des transformations urbaines de Rueil-Malmaison. À côté des cités HLM de « La Fouilleuse » se trouve ce qu'on appelle à Rueil « le Domaine de l'impératrice », qui abrite les résidences Bréguet, lieu d'habitation de nombreux jeunes couples aux revenus confortables et avec des enfants en bas âge.

CHOIX RÉSIDENTIELS ET MOBILITÉ SPATIALE

Les maisons Bréguet du « Domaine de l'impératrice » sont un produit de la société Kaufman and Broad, filiale de KB Home, premier développeur-constructeur aux États-Unis en termes de logements privés. Née en 1957 à Los Angeles, KB Home livre sa première maison en région parisienne en 1970. Concept alors inédit en Europe, l'idée est de vendre des maisons individuelles et des appartements en forme de village. Depuis l'année 2000, la société Kaufman and Broad est cotée à la bourse de Paris. C'est aujourd'hui le premier développeur-constructeur en maisons individuelles en Ile-de-France. Outre le fait que le « Domaine de l'impératrice » est entouré de grilles dont chaque porte possède son propre code secret, cette résidence présente aussi la particularité d'être implantée dans un quartier auquel l'histoire confère une forte identité. En

Profil socioprofessionnel des quartiers de Rueil Malmaison (1999)

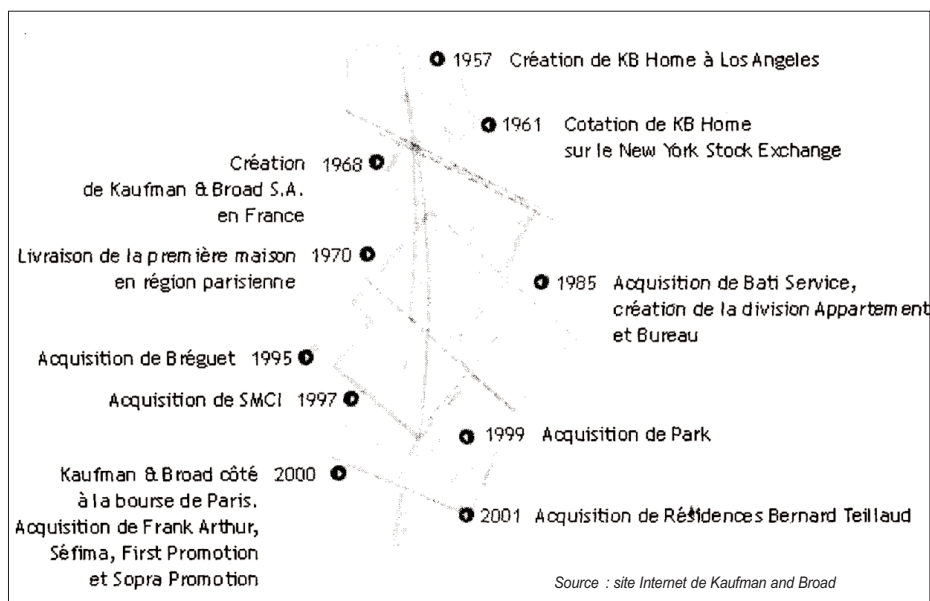
	Artisans, comm, chefs d'entr (A)	Cadres, prof intel sup (B)	Prof Intermédiaires (C)	Classes moy et sup (A+B+C)	Employés (D)	Ouvriers (E)	Classes populaires (D+E)
Rueil	4,7	34,0	28,1	66,8	24,5	8,7	33,2
Rueil/Seine	1,5	43,4	25,6	70,5	24,6	4,9	29,5
Plaine Gare	3,8	31,1	27,8	62,7	28,1	9,1	37,3
Martinets	5,1	45,6	27,9	78,7	14,5	6,8	21,3
Closeaux	5,2	44,2	29,5	78,9	16,6	4,5	21,1
St Cucufa	12,6	49,1	21,6	83,3	13,5	3,2	16,7
Buzenval	5,6	36,3	28,2	70,1	21,7	8,1	29,8
Fouilleuse	4,6	18,5	26,8	49,9	34,8	15,3	50,1
Plateau Mt Val	4,5	28,5	29,3	62,4	27,4	10,2	37,6
Centre	4,8	35,4	28,8	69,0	23,3	7,6	31,0

Source : INSEE, Recensement général de la population, 1999.

raison de son passé, le quartier Buzenval exerce un pouvoir d'attraction sur de nombreuses familles séduites par un environnement de qualité.

Comme de nombreuses résidences pour cadres supérieurs apparues au cours des années 1980 (Wynne, 1998), ce domaine accueille un grand nombre de consultants, ingénieurs et directeurs commerciaux qui travaillent dans les secteurs des nouvelles technologies et de la nouvelle économie. La résidence est

composée de 64 pavillons identiques divisés en trois lots de maisons individuelles. À l'intérieur de chaque maison, le décor présente rigoureusement la même allure (une cuisine américaine s'ouvre sur un grand salon séparé d'un jardin par une grande baie vitrée, des tableaux et des photos de familles ornent le décor du salon, des objets divers suggèrent des séjours fréquents à l'étranger...). De l'extérieur, on est immédiatement frappé par l'atmosphère aseptisée du « Domaine de l'impératrice » qui contraste avec la dimension convi-

Principales dates de KB Home

viale suggérée par la notion de « village », chère au constructeur-promoteur à l'origine du projet. C'est pourtant cette dimension conviviale qui est retenue par de nombreux parents ayant choisi d'habiter cette résidence :

« Dans le quartier on se connaît bien, on s'invite de maison en maison, c'est aussi ce qu'on recherchait quand on est venu ici parce qu'on avait déjà connu un peu ce genre de résidence quand on était aux États-Unis, et c'est ce côté convivial qui nous a beaucoup plu. C'est pas du tout anonyme, au contraire. En même temps c'est assez fonctionnel, il y a une cuisine américaine... Quand on est revenu en France, c'est ce qu'on voulait trouver. » Madame Schaif. Sans profession et consultant chez « Charter Anderson », 46 et 48 ans, 2 enfants dans le privé, licence d'Histoire et DESS de comptabilité.

La résidence « Bréguet » ne manque pas d'attirer l'attention. Figé dans un cadre élégant, l'ensemble que forment tous les pavillons apparaît vidé de tout contenu émotionnel, comme si la moindre trace de désordre avait été éliminée. Ainsi, la convivialité et la dimension « village » ont leurs limites. Les pratiques sociales restent marquées par une logique de l'entre soi qui s'exprime par une forte articulation entre les ségrégations urbaines et sociales. Seule la présence du Centre commercial semble de nature à rompre temporairement ce déséquilibre. Des grilles, entourant les pavillons, visent enfin à sécuriser les enfants « Bréguet » face au comportement des habitants de « La Fouilleuse ».

« Ici vous savez, on vit un peu en autarcie, des fois je vais au Leclerc à côté... Je croise des gens de la cité d'en face, la Fouilleuse, mais sinon c'est bien le seul endroit où l'on se retrouve mélangé, c'est deux mondes différents... » Madame Del. Sans profession et directeur régional dans l'industrie du caoutchouc, 43 et 44 ans, 1 enfant dans le privé, bac +5 et bac +5.

« C'est vrai que ça fait de la ségrégation. Mais bon qu'est-ce que vous voulez, je ne connais pas beaucoup de parents qui aimeraient voir traîner leurs enfants avec des gosses qui sont dans des cages d'escalier toute la journée. J'ai une amie qui va souvent au Leclerc, elle me dit qu'ils sont là les mômes, on ne sait pas exactement ce qu'ils fabriquent, ils vendent de la drogue peut-être et quand ils ne ven-

dent rien ils attendent tranquillement devant les cages d'escalier, des fois ils restent là toute la journée, ils sont avec leurs portables, leurs casquettes et leurs survêtements. » Madame Frois. Consultante pour Hachette-livres et consultant en système d'organisation, 40 et 43 ans, 3 enfants dans le privé, Bac +5 et ?

Le milieu de vie est une composante fondamentale qui structure à la fois la sociabilité et la vision du monde propre à un groupe social (Lefebvre, 1981). Les caractéristiques de la ville, le choix du quartier et le type d'habitation reflètent et construisent un certain style de vie, voire une identité sociale. Le style de la résidence et l'intérieur des pavillons illustrent ainsi une partie des exigences des parents. Toutes les maisons se ressemblent, au point que l'on ne peut réellement distinguer leur originalité. Cette tendance à l'uniformité et à l'homogénéité ne doit cependant pas éclipser l'importance des notions de diversité, de singularité et surtout d'autonomie chez ces catégories sociales. L'idée de projets ou de choix personnalisés apparaît ainsi au cœur des stratégies de communication du constructeur-promoteur à l'origine des maisons en village. Le groupe Kaufman and Broad, à l'initiative du projet, développe une véritable rhétorique adaptée aux valeurs de ces cadres supérieurs (changement, innovation, personnalisation, choix à la carte...). Le concept de *Showrooms*, en proposant des choix d'option (classique, moderne, « zen », « branché ») suivant le tempérament des clients, vise à respecter l'autonomie du consommateur. On observe ainsi des relations étroites entre les catégories de perception des habitants (Bourdieu, 2000) et les caractéristiques de l'offre immobilière « L'intérieur de votre appartement ou de votre maison, c'est un peu de vous... Le plus souvent le reflet de votre personnalité », site Internet de Kaufman and Broad).

« Bon, c'est vrai que moi personnellement si je tenais autant à aller habiter dans la banlieue ouest, c'est que j'ai longtemps vécu à Versailles et j'aimais bien la banlieue ouest. Ca pour moi c'était le premier critère, donc à l'ouest, ensuite le deuxième critère c'était de ne pas être trop loin du bureau de mon mari, et puis pourquoi ici à Rueil c'est parce qu'on connaissait quelqu'un qui y habitait. Moi je suis née à Boulogne-Billancourt, donc j'avais quand même entendu parler de Rueil et je savais

que c'était très bien. Mais on a vraiment commencé à s'intéresser à Rueil au moment où nos amis ont acheté une maison et qu'on a pu s'y rendre régulièrement. Après au moment de revenir en France, on a fait une proposition, on savait qu'il y avait trois maisons de libres et on a fini par acheter une maison. Ici il y a tout ce qu'on recherchait, de l'espace, de la place pour les enfants pour qu'ils puissent s'amuser dehors sans qu'on se préoccupe de leur sécurité puisqu'il y a une grille autour. On a vraiment pu choisir quelque chose qui correspondait à nos attentes. » Madame Dabbag. Sans profession et ingénieur, 40 et 48 ans, 2 enfants scolarisés dans le privé, bac +3 et école d'ingénieur.

Il existe une certaine correspondance entre le décor dans lequel évoluent les parents et leur style de vie. L'indifférenciation et l'homogénéité des pavillons individuels renvoient en effet à l'idée d'indétermination des rôles sociaux. Plus précisément, c'est comme si la volonté des parents de ne pas se laisser enfermer dans un rôle était objectivée à travers l'impersonnalité de leur lieu d'habitation. Les parents du « Domaine de l'impératrice » manifestent un attachement modéré à leur lieu de résidence, en accord avec un mode de vie où la flexibilité occupe une place essentielle.

« Nous sommes une famille qui bouge beaucoup et nous avons choisi d'habiter finalement à Rueil à cause de la proximité géographique par rapport à nos deux lieux de travail. L'un à Nanterre, l'autre à... Deuxième raison du choix, il y a ici beaucoup d'activités périscolaires et ça, ça nous a beaucoup plu. Ca c'est Véronique qui avant de choisir a fait l'analyse du quartier, Nanterre, Chatou, le Vésiney, elle a regardé un peu tout ce qui se faisait et elle a décidé qu'on habiterait à Rueil. On cherchait dans une certaine zone par rapport à nos lieux de travail et ensuite on a regardé ce qui était proposé pour les enfants et on a trouvé que ce que proposait Rueil nous convenait très bien. » Monsieur Truf. Ingénieur aéronautique dans le privé, 41 ans, marié, bac +5, 3 enfants scolarisés dans le public et le privé (conjointe: directrice « ressources humaines »).

Tout en étant en effet ancrées dans un espace local, les pratiques de ces catégories sociales sont

marquées par leur dimension extra-territoriale (Da Costa, 2005). Ils habitent à Rueil-Malmaison mais travaillent à La Défense ou à Paris, ils sortent en dehors de Rueil-Malmaison, ils ont des amis en Europe, aux États-Unis, voyagent régulièrement. Cette concentration au sein d'une même résidence d'une population hautement diplômée et familière des expériences à l'étranger contribue à une certaine dévalorisation des cadres nationaux et à une diversification des repères culturels. Elle renvoie au développement de catégories sociales qui sont dotées de « ressources organisationnelles » en lien avec leur mobilité spatiale et leur place dans le marché du travail. Les sociétés urbaines sont affectées par la dynamique de groupes sociaux mobiles (Ascher, 2005), qui entendent faire reconnaître leur autonomie et n'hésitent pas à se comporter comme des consommateurs.

« C'est des cadres supérieurs qui viennent là surtout pour les enfants et pour les écoles. Ils savent qu'il y a de très bonnes écoles et ils viennent ici pour ça. Mais après une fois que les enfants sont plus grands, ils n'hésitent pas à déménager pour rejoindre leurs enfants ou tout simplement pour partir ailleurs. Moi je ne suis pas de la région parisienne et ça j'ai remarqué qu'ici ça bouge beaucoup... » Madame Deb. Sans profession (travaillait dans la gestion immobilière) et consultant en informatique, 51 et 50 ans, 4 enfants dans le public et le privé, bac et bac +5.

L'importance de la mobilité dans les pratiques sociales de ces parents est en lien étroit avec la valorisation d'un certain mode de vie. Les individus seraient ainsi insérés dans des univers à connexions multiples à travers des rapports éphémères et multiformes (Beck, 2003). S'il convient de nuancer cette image, notamment parce que ces phénomènes sont très marqués socialement, il importe aussi de ne pas non plus négliger ces tendances récentes. Les critiques sur la centralisation s'inscrivent dans une transformation des modèles d'identification. Le modèle français apparaît souvent critiqué au regard des nouvelles normes sociales fondées sur le dialogue, la tolérance et la communication. Le partage d'un « sens commun transnational » (Bourdieu et Wacquant, 1998), où l'on retrouve l'influence des E. U, est à l'origine d'un certain nombre de prises de position.

« Mon expérience aux États-Unis m'a apporté beaucoup de choses parce que c'est un système décentralisé, c'est tout le contraire de ce qui se passe en France. Nous, on faisait du sponsoring, on était habitué à participer à des projets. Ici tout est centralisé, c'est un fonctionnement très élitaire et fermé, avec des gens qui sont très privilégiés parce qu'ils ont fait une grande école. Et après on nous parle d'égalité et on nous impose des cartes scolaires... C'est pas normal, on sait très bien que les gens qui font Sciences Po ou l'Ena viennent d'écoles favorisées. » Madame Schaif. Sans profession et consultant chez « Charter Anderson », 46 et 48 ans, 2 enfants dans le privé, licence d'Histoire et DESS de comptabilité.

Voyages d'affaires, séjours à l'étranger, la plupart des couples peuvent se prévaloir d'une importante mobilité spatiale. Beaucoup pratiquent régulièrement l'anglais, certains sont bilingues, plusieurs reconnaissent avoir été marqués par une expérience significative à l'étranger. C'est ce cosmopolitisme et ce sentiment commun de partager « un univers de situations » (Gastaut, 2002) qui semble distinguer ces catégories sociales d'autres groupes sociaux. Ces phénomènes montrent qu'en dépit des différences de culture nationale, on observe un rapprochement entre le style de vie de la new middle class aux États-Unis et en France (Lamont, 1992). Ces tendances sont renforcées par l'influence de leur expérience professionnelle, basée sur un modèle de fonctionnement horizontal et qui renverse les catégories hiérarchiques traditionnelles, à commencer par celles qui concernent le savoir et la culture.

Conclusion

Le cas de Rueil-Malmaison offre une illustration du développement des enclaves résidentielles fermées depuis le début des années 1980. Si les États-Unis et les *gated communities* font généralement figure de référence dans ce domaine, on observe des phénomènes comparables en France, bien que ces processus prennent dans ce dernier exemple des formes différentes (Billard, Chevalier, Madoré, 2005). Ce modèle d'habitat renvoie en effet à un certain style de vie, caractéristique de classes moyennes supérieures ou supérieures dont

les activités professionnelles sont liées aux nouvelles méthodes d'encadrement du travail et de gestion des ressources humaines. Les managers apparaissent particulièrement représentatifs de ces tendances, principalement en raison de leur propension à multiplier les séjours à l'étranger, notamment les E.U. L'analyse localisée des pratiques résidentielles permet ainsi de faire ressortir le rôle de ces catégories sociales dans le cadre de la recomposition des espaces urbains. On constate plus précisément une correspondance forte entre les attentes dont sont porteurs ces groupes socio-professionnels et les symboles véhiculés par les constructeurs et promoteurs immobiliers à l'origine de ce type de résidence (en l'occurrence ici le groupe KB Home). Si l'internationalisation des cadres supérieurs est encore un phénomène limité (Wagner, 1998), l'accroissement de leur mobilité ainsi que leur familiarité avec le fonctionnement de la société américaine semble bien favoriser le choix d'un type d'habitat standardisé, normalisé et qui se trouve à l'opposé des conditions du « vivre ensemble ». Dans un contexte de retrait de l'État, on peut craindre que ces logiques se traduisent par une expansion des phénomènes d'« entre-moi » et d'auto-enfermement résidentiel.

BIBLIOGRAPHIE

- Ascher (François), *La société hypermoderne*, Paris, Aube, 2005.
- Beck (Ulrich), *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 2003.
- Risikogesellschaft. *Auf dem weg in eine andere Moderne*, Frankfurt/M, 1986
- Bidou (Catherine), « À propos de la *service class* » : les classes moyennes dans la sociologie britannique », *Revue française de sociologie*, vol.41, n° 4, 2000.
- Bidou (Catherine), *Les aventuriers du quotidien: essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 1984.
- Bidou (Catherine), Dagnaud (Monique), Duriez (Bruno), Ion (Jacques), Mehl (Dominique), Pinçon-Charlot (Monique), Tricart (Jean-Paul), *Les couches moyennes salariées: mosaïque sociologique*, Ministère de l'urbanisme et du logement, Paris, 1983.
- Billard (Gérald), Chevalier (Jacques), Madoré (François), *Ville fermée, ville surveillée: la sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*, PUR, 2005.
- BOURDIEU (Pierre), *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, 2000.
- Bourdieu (Pierre) et Wacquant (Loïc), « Les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122, 1998.
- Butler (Tim) and Savage (Mike), *Social change and the middle classes*, London, UCL Press, 1995.
- Butler (Tim) et Robson (Garry), *Londoncalling, the middle classes and the remaking of inner London*, Oxford, UCL Press, 2003.
- BUTLER (Tim), *People like us: gentrification and the service class in Hackney in the 1980s*. PhD dissertation, Open University, Milton Keynes, 1992.
- Chauvel (Louis), *Les classes moyennes à la dérive*, Seuil, « La République des idées », 2006.
- Gastaut (Yvan), « Le cosmopolitisme: un univers de situations », *cahiers URMIS*, n° 8, 2002.
- LAMONT (Michèle), *Money, Morals and Manners: the culture of the french and american Upper-Middle class*, Chicago, University of Chicago Press, 1992 (1984).
- Lash (Scott) et Urry (John), *The end of organised capitalism*, The University of Wisconsin Press, 1987.
- Lefebvre (Henri), *Critique de la vie quotidienne. De la modernité au modernisme*, Paris, L'Arche. 1981.
- Oberti (Marco) et Préteceille (Edmond), *Les classes moyennes dans la ségrégation sociale: le cas de la métropole parisienne*, Observatoire sociologique du changement, Paris, 2003.
- Oberti (Marco) et van Zanten (Agnès), *Ségrégation urbaine et scolaire dans l'Ouest parisien*, rapport pour le ministère de la recherche et de l'éducation nationale, Observatoire sociologique du changement, Paris, 2004.
- Savage (Mike), Barlow (James), Dickens (Peter), Fielding (Tony), *Property, Bureaucracy and Culture: middle class formation in contemporary Britain*, Routledge, London, 1992.
- Wagner (Anne-Catherine), *Les nouvelles élites de la mondialisation*, Paris, PUF, 1998.
- Wynne (Derek), *Leisure, Lifestyle and the new middle class*, Routledge, London, 1998.